

CONVAINCRE OU SUBMERGER

Le 8 janvier « l'Humanité » reproduisait un article de « la Pravda » intitulé: L'Unité d'action, problème essentiel du mouvement ouvrier contemporain. Il s'agit, dans cet article, entre autres sujets que nous n'aborderons pas ici, de l'unité d'action des P.S. et des P.C. en vue de la prise du pouvoir.

Ce serait bien, si l'article en question ne reprenait toutes les platitudes sur les voies parlementaires et pacifiques, mises en avant au XX^e Congrès. Le terme de dictature du prolétariat ne figure même pas dans le document.

On peut y lire que « les actions communes des P.C. et des P.S. pourraient accélérer le passage du pouvoir des mains de la bourgeoisie aux

mains de la classe ouvrière ». Comment et sur quelles bases?

Il faut contraindre ou submerger la direction des P.S., surtout celle des partis qui se trouvent minoritaires dans la classe comme la S.F.I.O. Le P.C. de masse ne doit pas subordonner son action aux réponses de la direction du P.S., car l'unité est avant tout l'unité d'action. Le rédacteur parle bien de cette nécessité de l'action autonome, mais cette phrase n'est là que pour répondre aux inquiétudes des militants. Thorez, au moment où il faisait voter les pouvoirs spéciaux, ajoutait une déclaration analogue, tout en faisant traiter de provocateurs les plus courageux des manifestants contre la guerre d'Algérie.

Pour contraindre ou submerger la direction de la S.F.I.O. il ne faut pas se contenter de soumettre aux militants de ce parti quelques réflexions. Il faut proposer un programme d'action répondant aux aspirations des masses mettant en cause la domination du grand capital en France. (Comment serait-il possible de construire autrement le socialisme?). Toute autre méthode aboutit à s'allier avec le P.S. dans le cadre d'un programme acceptable pour la bourgeoisie, à se transformer en force d'appoint à ce parti dans la collaboration de classe (ce qui est effectivement la ligne du P.C.F. sur le « compromis à gauche »).

Il y a trois conceptions du Front Unique. La conception opportuniste qui fait fond sur le bon vouloir des dirigeants sociaux-démocrates et de leurs soi-disant nouvelles positions (la S.F.I.O. ne s'est pas améliorée en vieillissant au contraire et dans les sommets de la social-démocratie allemande se développe, à l'heure actuelle, différents courants remettant ouvertement en cause le marxisme comme base théorique du socialisme). La position des sectaires (pas à la manière des stalinien de 1947-54 dont le sectarisme ne faisait que cacher un opportunisme pourri envers les bourgeois anticédistes) sous prétexte de « front unique à la base », se refusent à faire des propositions au P.S., négligeant ainsi l'influence qu'il a toujours dans certaines couches de la classe, et le mettant ainsi sur le même plan que les partis bourgeois.

Troisième conception, la nôtre: Programme de classe, propositions au P.S., action permettant de

mettre au pied du mur les chefs. Seule cette conception tient compte de la nature des organisations réformistes, bourgeoises à la tête, ouvrières à la base.

Le Comité Central du P. C. F.

C'est un fait: l'impérialisme américain et ses alliés préparent, face à l'essor du mouvement révolutionnaire (particulièrement dans les pays coloniaux) et aux succès économiques techniques de l'U.R.S.S., la troisième guerre mondiale avec bombes nucléaires et rampes de lancement. Le Comité Central du P.C.F., au cours de sa dernière session, n'a pas trouvé d'autre forme de riposte qu'une nouvelle campagne de signatures dont la classe ouvrière et les masses laborieuses sont lassées. Il faudrait populariser l'idée d'une Conférence ouvrière internationale pour discuter des moyens efficaces pour mettre en échec les projets d'installation de rampes de lancement et de fabrication intensive d'armes nucléaires.

La ligne est toujours celle du « compromis à gauche » qui, comme nous l'avons maintes fois montré dans les colonnes de ce journal, sacrifie le développement de la révolution algérienne et des luttes revendicatives à l'agrément des chefs radicaux, U.D.S.R. et R.G.R.

Le fait le plus important de cette session n'est pas le rapport de Laurent Casanova, ni celui de Waldeck Rochet, ni les résolutions qui furent adoptées, mais la désignation d'une commission chargée d'élaborer un nouveau « programme fondamental », comme les lecteurs de l'« Humanité » ont pu le lire.

Les meilleurs militants sont arrivés à cette idée que leur Parti n'avait véritablement pas de programme d'action approprié à la situation des salariés en France, à l'état de l'agriculture, à l'emprise des trusts et des banques sur la vie économique, à l'existence d'un puissant mouvement anticolonialiste qui secoue la planète. Ils ont pris au sérieux différentes déclarations, n'ayant d'ailleurs qu'un but propagandiste, relatives aux voies du socialisme. Ils voudraient que leur Parti élabore un programme concret par la réalisation duquel pourrait s'effectuer la transition du capitalisme au socialisme.

Ce ne sera certainement pas là l'orientation de la Commission proposée par Thorez. La direction a pour objectif, vraisemblablement, de faire entériner par un Congrès la pratique de l'actuel cours droitier. Il pourra figurer, de-ci de-là, un certain nombre de nouvelles revendications destinées à retrouver le contact avec la classe ouvrière.

Quoi qu'il en soit, la discussion sur le projet de programme pourra servir de base à un renouveau de la discussion dans les rangs du P.C.F., au cours de laquelle les militants révolutionnaires auront leur mot à dire.

Une « autocritique » qui n'est pas venue

De temps à autre, Lecœur lance quelque nouvelle scandaleuse sur le passé de la direction du P.C.F. Il était bien placé et on peut supposer qu'il en a encore quelques-unes dans ses archives. On pourrait observer que l'indignation de Lecœur est à retardement, mais s'il n'y avait que cela...

La direction de P.C.F. est liée au Kremlin. Il y a eu des périodes pendant lesquelles la politique du Kremlin concordait avec celle de la bourgeoisie française, et d'autres pendant lesquelles elles étaient en opposition. Or, toutes les affaires que Lecœur a soulevées depuis son exclusion ne visent que ces dernières périodes. Sur les autres, motus.

Par exemple, voici quelque trois ans que Lecœur a été exclu du P.C.F. Nous attendions en vain un mot sur la période de la fin de la guerre, du « produire d'abord », du discours de Thorez à Waziers, de « la grève, arme des trusts », etc... Une période pendant laquelle Lecœur fut sous-secrétaire d'Etat aux Mines.

Chez les Enseignants Grèves d'hier et luttres de demain

A la suite des deux grèves du 12 et du 19 novembre, le gouvernement a accordé quelques augmentations et avantages corporatifs aux personnels de l'Education Nationale. Il n'en a pas fallu plus pour que les directions syndicales se félicitent des résultats obtenus.

Sans doute le temps de passage dans un échelon sera plus court. Le pourcentage des promotions au petit et au grand choix sera amélioré pour certaines catégories. Mais on est loin des objectifs que les syndicats s'étaient fixés.

Au 31 janvier, pour tout le monde, 833 fr. d'augmentation. Si l'on ajoute l'augmentation prévue en mai et en août à celle prévue en novembre prochain, cela fera pour la plus grande partie des travailleurs de l'Enseignement une augmentation d'environ 4.000 francs par mois au bout de l'année. Ces maigres résultats sont dus à la politique d'attermolement des directions syndicales qui ont suspendu l'ordre de grève par académie après le 19 novembre. Les directions syndicales se sont adaptées à la tactique du gouvernement qui consiste à faire traîner les pourparlers. Au cours d'un meeting convoqué par le S.E.R.P. (19 novembre) à la Bourse du Travail, les enseignants par leur manifestation dans la salle avaient montré qu'ils désiraient plus de fermeté de la part de leurs directions syndicales.

La plupart des enseignants sont mécontents; beaucoup hésiteront à se lancer dans de nouvelles grèves d'avertissement limitées à un jour qui ne leur permettraient pas d'atteindre une revalorisation substantielle de leurs traitements et qui les exposerait à subir de nouvelles retenues pour fait de grève. Toute reconduction de la tactique de tergiversations ne pourra qu'entaver le moral des syndiqués et affaiblir leur potentiel de lutte.

Sur ces bases, les rapports entre la direction syndicale majoritaire et les syndiqués se détériorent. Déjà au dernier Congrès de la F.E.N. les majoritaires ont perdu un nombre assez notable de voix. La tendance ex-C.G.T. vient dans la Tribune libre de l'Université syndicaliste, sous la plume de Guilbert, de déclencher une attaque contre les majoritaires. Beaucoup de bonnes choses dans son article qui reproche aux dirigeants des différents syndicats de la F.E.N. d'avoir suspendu l'action. Cependant sa critique ne revêt qu'un caractère partiel. Elle reproche à la « majorité » de n'avoir pas continué la lutte sur la base des revendications propres à l'Education Nationale. Il faut, au contraire, délibérément et explicitement replacer l'action des enseignants dans le cadre des luttes de tous les fonctionnaires et même de tous les travailleurs.

L'heure est à la recherche des conditions favorables au déclenchement d'un mouvement de grèves généralisées. La F.E.N., de par sa position, pourrait en ce sens jouer un rôle considérable.

Correspondant.